

Nouvelles locales des mardi 29 et mercredi 30 mars 2011

@rib News, 30/03/2011
 Mal gouvernance- Le président de l'Olucome Gabriel Rufyiri a souligné ce jeudi que la montée des prix des documents de voyage a été un acte concerté entre la ministre des Finances et celui de l'Intérieur. Il a déclaré que la ministre des Finances ait déclaré qu'elle n'était pas au courant de l'origine de cette décision de faire des prix des documents alors qu'il y a des documents signés par elle-même, a souligné le président de l'Olucome. (Isanganiro/Bonesha)

- Les ministres de la Sécurité publique Allain Guillaume Bunyoni, et des Finances Clotilde Nizigama, devraient démissionner ou être contraints à démissionner, le premier pour avoir augmenté les prix des documents de voyage sans autorisation de l'Assemblée nationale et le second pour avoir probablement affirmé le contraire sur le dossier du détournement des 15 milliards que l'Ouganda venait de payer au Burundi. Selon le président du Parcém, Faustin Ndikumana, les deux ministres ont sciemment fait ce qu'il ne fallait pas. Selon lui, il faut que le président de la République se saisisse de la question pour punir les deux ministres afin que les autres membres du Gouvernement sachent qu'il ne faut plus passer outre les procédures administratives. (Isanganiro/Rpa/Bonesha/Rtr)
 Sécurité- Le président de l'Olucome Gabriel Rufyiri a été l'objet d'une tentative d'assassinat ce mardi matin alors qu'il se rendait au service. Gabriel Rufyiri affirme qu'il était en présence de quatre personnes quand un groupe de 4 personnes dont une de nationalité rwandaise est venu. L'un d'eux a appelé Rufyiri lui disant qu'il travaille pour un haut cadre de l'Etat et qu'il allait lui parler. Le président de l'Olucome a eu la vie sauve suite à l'intervention des agents de sécurité qui étaient dans les environs. (Isanganiro/Rtr/Rpa/Bonesha)
 - Le président de l'Olucome donne comme justification à cet acte des intimidations contre lui afin qu'il ne dénonce plus les détournements des fonds publics. Il souligne qu'il n'est pas prêt à rendre son talent et promet même de redoubler d'efforts dans la lutte contre la corruption et les malversations économiques. (Rtr)- Trois membres du parti FNL ont été tués ce lundi soir par des inconnus qui étaient venus à bord de véhicules. Selon le frère d'une des victimes, les meurtriers étaient en uniformes policiers tandis que d'autres étaient en tenues civiles. Ceux qui devraient nous protéger se servent de l'uniforme du pays et des armes du gouvernement du pays pour nous tuer parce que nous ne sommes pas du parti au pouvoir. a déclaré le frère de Nayuburundi, représentant du FNL sur la colline et qui venait d'être tué par ces inconnus. (Rpa/Isanganiro/Bonesha/Rtr)
 - L'un des mobilisés tués avait été arrêté le matin à Cibitoke, par un agent des renseignements connu sous le nom d'Apollinaire, qui avait deux semaines mais il avait libéré par ces mêmes agents secrets burundais. Il était parmi les responsables de la mobilisation dans la commune urbaine de Kamenge, comme ses proches ont confié aux médias ce mercredi. (Rpa)- Les sources de la famille de cet ancien combattant ont souligné que la victime, qui venait d'être arrêté le matin par les agents de renseignement, a appelé sa femme avec son propre téléphone lui disant qu'il venait d'être arrêté par Apollinaire de la documentation, sans pour autant savoir dans quelle direction ils allaient. Les mêmes sources disent que le mobilisé croyait que l'affaire était terminée car il venait d'être relâché par le SNR, il y a à peine deux semaines. Des témoins de l'arrestation de ce mobilisé ont confirmé que les agents des renseignements avaient dissuadé la population de Mutakura lors de l'arrestation de ce jeune homme qui avait à peine 20 ans. « Au départ, il criaient au bandit, et la population est venue pour aider à l'attraper. Mais après son arrestation, nous avons finalement constaté que les motifs étaient autres » a confié ce matin une personne témoin de son arrestation à Mutakura. (Rpa)
 - Le porte-parole de la police nationale Pierre Channel Ntarabaganyi a de son côté fait savoir que ces trois personnes étaient membres du groupe qui avait fait une attaque dans la commune de Kanyosha causant des dégâts aux policiers. Selon Ntarabaganyi, le mobilisé arrêté lundi à Mutakura connaissait où se trouvaient les autres membres des groupes de malfaiteurs armés, et a été acheminé dans les montagnes pour montrer où se cacheraient d'autres malfaiteurs. Cependant, est le porte-parole de la police, Pierre Channel Ntarabaganyi, les trois personnes ont voulu prendre la fuite et la police leurs a tiré dessus pour les empêcher. (Rema)
 - Le président de la Ligue Iteka se dit déçu par les assassinats des populations civiles dans les collines de la province de Bujumbura. Joseph Ndayizeye souligne que chaque jour des personnes sont tuées ces derniers temps et demande aux autorités de faire des enquêtes et prendre des mesures qui s'imposent pour ramener la sécurité dans toute les communes du pays. (Isanganiro/Rpa)
 - Des malades du SIDA ont fait un sit-in devant le ministère de la Santé pour protester contre le retard de l'Etat à débloquer les fonds aux associations pour aider les personnes vivant avec le VIH-SIDA. Ce mercredi matin, Jeanne Gapiya, l'une des responsables des associations des séropositives, a fait savoir qu'ils ont fait l'opération "Dying", signifiant agonisant/dépassé, pour souligner que les gens sont en train de mourir à cause du manque de la volonté de l'Etat pour débloquer des fonds que les associations de séropositives utilisent dans leurs activités quotidiennes. (Isanganiro/Rpa)
 - « Nous avons opté pour cette grève devant le ministère de la Santé car nous n'avons pas d'autre chose à faire. Il faut que les gens sachent qu'ils sont en train d'être tués par ceux qu'ils avaient pourtant élus. » entendre Mme Gapiya lors d'une manifestation pacifique qui a eu lieu ce mardi devant le ministère de la Santé. (Isanganiro/Rpa/Bonesha)
 - Le chef de cabinet au ministère de la Santé publique, Jean Brintanya, reconnaît que faire une grève devant le ministère est une façon de manifester leur mécontentement mais promet que la question sera étudiée dans les plus brefs délais. La police a demandé aux malades de remettre les pancartes et de constituer une équipe de 4 personnes qui devaient aller s'entretenir avec la ministre de la Santé sur cette même question. (Rtnb)
 - Lors de cette manifestation, la police est intervenue après que les malades du Sida aient envahi la cour du ministère de la Santé, avec des pancartes. Ce qui montre que leur organisation n'avait pas été sabotée par des agents des renseignements. (Rtr/Rtnb)
 - La ministre de la Santé estime de son côté que faire des manifestations, quelles que soient les conditions dans lesquelles on se trouve, n'est pas une chose à encourager, surtout de la part des malades. Elle a fait savoir que le CNRS en charge de la lutte contre le Sida va mettre sur pied une commission qui va traiter la question dans les plus brefs délais. Indirectement, la ministre semble accuser la présidente du collectif REMUA, Jeanne Gapiya, d'avoir entraîné les malades en sit-in alors qu'elle connaissait elle aussi les problèmes sur la gestion des fonds.

(Isanganiro/Rpa/Rtnb/Bonesha)- Selon la ministre de la Santé, des fonds alloués à la lutte contre le Sida proviennent du Fond Mondial et ne peuvent pas être touchés par n'importe qui sans autorisation préalable du même Fond Mondial de lutte contre le Sida. (Isanganiro)